

En attendant que l'internet débouche sur une révolution populaire, nous devons redéfinir la police

Océane*

[2024-03-05 mar. 15:04]

Je me définis comme une libérale autogestionnaire. Cela signifie que je considère :

- Que l'imprimerie a été le moteur d'une révolution, mais une révolution bourgeoise, ayant carburé à la connaissance écrite, et donc réservée à une forme d'élite intellectuelle.
- Que l'internet serait une révolution technologique du même type, accessible au peuple, qui peut lui aussi écrire, et donc donner forme à une révolution politique à venir.
- Que les premières ébauches du projet libéral sont une réussite en demi-teinte : il visait à accélérer l'extraction et la transformation des ressources, et aujourd'hui, les famines ne sont pas dues à des limitations techniques mais à des choix politiques. Les limitations ne sont donc bien que le paupérisme (et donc la lutte des classes) mais aussi, bien évidemment, le fait que l'extraction et la transformation des ressources ont tellement accéléré qu'elles atteignent les limites planétaires, ce que les connaissances de l'époque ne permettaient pas de prévoir.
- Que l'informatique propriétaire défend ses intérêts économiques en dégradant notamment notre rapport à l'écriture. Que nous utilisons généralement des infrastructures de communication privées, tandis que des alternatives publiques existent (*l'XMPP, l'internet, la Poste, la SNCF ; Total, Apple, Windows, Facebook, MSN*).
- Qu'à mon blog, accessible, par vanité, à travers mon propre nom de domaine, sur Write.As, s'opposent des ressources communautaires comme Plume, logiciel dont je trouve certains choix techniques radicalement contestataires.

*océane.fr

- Que nous devons défendre et développer la mise à disposition des contenus d'un blog ou d'un site d'information à travers des flux, lisibles et agrégables à travers des logiciels comme Elfeed ou Newsflash (pensez à Twitter, mais avec l'ensemble du web à la place – recettes de cuisine, podcasts, événements, vidéos, articles de presse, billets humoristiques, *etc.*).
- Qu'enfin nous devons démocratiser les podcasts, que nous devons normaliser des podcasts produits par et pour les pauvres.

Mais aussi :

- Que la démocratie directe doit primer, et que les interventions fédérales ne doivent relever que de mesures de bon sens, pré-déterminées dans un cadre démocratique, afin de limiter les frictions dans des situations de démocratie en co-présence.
- Par exemple, que la gestion des VSSD et plus généralement des violences vécues régulièrement par certaines catégorisations de personnes, par exemple à travers la racialisation ou le handicap, doit être fédérale, afin de limiter des effets d'encliquage ou, autrement dit, l'influence des groupes affinitaires dans la résolution d'une injustice.

Je ne considère donc pas que les pauvres aient besoin d'être géré-es ; seulement, la police est historiquement la gestion des pauvres, par exemple un devoir d'alerte sur les risques de famine, de canicule, d'inondation, sanitaires, *etc.* Le ministère de l'Intérieur, c'est aussi 15 milliards d'arbres plantés au Kenya d'ici 2030, mais aussi l'évacuation des victimes d'un désastre environnemental, par exemple d'un séisme ou d'un cyclone. La police, c'est donc la gestion des débordements populaires, mais aussi la défense des pauvres, y compris, idéalement, sous la forme de conflits au sein de l'appareil d'État.

Parce que sans pauvres, y a pas d'État.

Le travail sociologique est donc littéralement un travail de police : nous identifions la réussite ou l'échec de politiques scolaires, de politiques culturelles, de politiques plus ou moins émancipatrices ; ou encore la fabrique d'un électorat d'extrême-droite ; ce que j'appellerai au pied levé « le crime structurel », c'est-à-dire les crimes et les délits relevant de politiques publiques inefficaces ou insuffisantes ; *etc.* Bien sûr, une bonne police implique aujourd'hui certaines dépenses, et donc de taxer les riches – les pauvres ne demandent généralement rien de plus. Mais entre l'électorat et les élu-es, il y a tout un appareil d'État, de recherche scientifique, de dispositifs médicaux, de politiques alimentaires et scolaires ; bref, de *police*, qui ne saurait se réduire à « la police », c'est-à-dire à ses aspects les plus purement coercitifs. Il me semble un peu

évident, et peut-être un peu trop évident, que cette réduction sémantique de la gestion des pauvres à leur coercition, à la punition et à l'enfermement de leurs éléments rebelles, y attirera une population bien définie par son désir de « mater la racaille », terme dont le racisme contemporain désigne bien, en creux, les caractéristiques d'une catégorie de concitoyen·nes auquel·les la pauvreté serait imposée ; on ne saurait donc faire porter aux limites intrinsèques du concept même de police, et plus encore de son versant coercitif, le refus d'un projet purement réformiste, celui d'une réforme de la police, qui à défaut d'être totalement légitime serait plus souvent respectueuse envers les plus démunis·es, envers ces populations que les crânes rasés détestent : les femmes, les immigré·es, les personnes LGBTQIA+, les tziganes, les personnes handicapées (et *a fortiori* trisomiques), trop petites, trop grosses, trop à gauche, *etc.*

Me définissant comme libérale autogestionnaire, je pense donc que la conception historique de la police a pu, comme souvent, être pertinente vis-à-vis de certaines limites technologiques, à l'époque où l'on mettait une semaine pour traverser la France, où les transports collectifs n'étaient même pas concevables, dans le modèle civilisationnel et donc militaire qui finit par s'imposer en Europe et sur le reste du monde ; mais nous devons acter la mondialisation et le progrès technologique, qui nous débordent de toutes parts, concernant la médecine ou l'agriculture par exemple, mais aussi en ce qui concerne les technologies d'information et de communication, et donc acter l'obsolescence d'une conception encore trop souvent hétéronome des loisirs populaires, ou même « du populaire ». À court terme, la police reste cependant réduite à une conception purement coercitive des pauvres, et c'est un problème car cette conception y attire les brutes évoluant par ailleurs naturellement vers des cercles d'extrême-droite, trouvant une justification mutuelle et notamment institutionnelle, à travers l'électoratisme, dans le fait de frapper certaines populations historiquement constituées par ce courant politique comme de simples *punching balls*. Nous devons défendre une conception plus générale de la police non afin de la légitimer et donc d'en refuser une émancipation populaire, mais afin justement de défendre les pauvres de violences dites policières, souvent caractérisées par une idéologie et par un électorat d'extrême-droite.